

**ARRÊTÉ DU MAIRE DU 10 DECEMBRE 2025**

**N° 2025-180 – ARRÊTÉ MUNICIPAL REGLEMENTANT L’AFFICHAGE D’OPINION,  
D’EXPRESSION LIBRE DES ASSOCIATIONS ET PARTIS**

**Le Maire de la Commune de VILLES-SUR-AUZON,**

**Vu** le code général des collectivités territoriales,

**Vu** le code de l’environnement, notamment ses articles L. 581-13 et R. 581-2 et suivants,

**Vu** le code de la route, notamment ses articles R. 418-2 et suivants,

**Considérant** qu’il appartient au maire de déterminer par arrêté et de faire aménager sur le domaine public ou en surplomb de celui-ci ou sur le domaine privé communal, un ou plusieurs emplacements destinés à l’affichage d’opinion ainsi qu’à la publicité relative aux activités des associations sans but lucratif,

**Considérant** qu’il appartient au maire d’assurer la liberté d’opinion et de répondre aux besoins des associations, en fonction du nombre d’habitants et de la superficie de la commune (4 m<sup>2</sup> pour une commune de moins de 2 000 habitants), et que l’implantation de ces panneaux doit être portée à la connaissance de la population,

**ARRETE**

**Article 1<sup>er</sup> :** L’affichage d’opinion ainsi que la publicité relative aux activités et aux associations sans but lucratif sont autorisés sur des panneaux exclusivement prévus à cet effet, situés aux emplacements suivants :

- 8, Le Cours (à proximité de la bibliothèque Seyssaud) : double face,
- Quartier de l’Eglise (à côté des bacs de tri et de compostage) : simple face.

**Article 2 :** L’affichage est libre et gratuit sur ces dispositifs, chacun peut y apposer ses affiches par ses propres moyens et doit les retirer selon les modalités suivantes :

- L’affichage d’opinion ne pourra pas excéder 1 mois à compter de la date d’affichage et devra être systématiquement retiré à l’expiration de ce délai,
- La publicité faite pour les manifestations des associations sans but lucratif devra être retirée au plus tard 48 h après la date de la manifestation.

La commune se réserve le droit de nettoyer entièrement le panneau une fois tous les 2 mois.

**Article 3 :** Tout affichage de nature discriminatoire, diffamatoire, raciale, sexuelle, injurieuse ou à compromettre la tranquillité publique, est interdit. La municipalité se réserve le droit d’enlever ces affichages et d’en poursuivre les auteurs.

**Article 4 :** Les infractions au présent arrêté seront constatées et poursuivies conformément aux lois et règlements en vigueur.

**Article 5 :** Le Maire, le Policier Municipal et les services techniques municipaux sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Villes-sur-Auzon, le 10 décembre 2025

Le Maire,

  Frédéric ROUET

*Le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa publication, d'un recours contentieux par courrier adressé au Tribunal Administratif de Nîmes, ou par l'application Télérecours citoyen accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)*